



En direct des associations

DÉCLARATION LIMINAIRE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ALPAF

16 DÉCEMBRE 2016



Nous arrivons aux termes de l'année 2016 dont on peut dire qu'elle a été détestable pour l'action sociale aux Finances et plus particulièrement pour le volet logement de celle-ci.

Vous avez bien compris que nous visons ici l'attitude du Ministère par les mesures budgétaires qui ont été prises il y a à peine plus d'un an et qui ont touché quasi exclusivement l'ALPAF dans ses finances pour l'année qui vient de s'écouler.

Cette mesure était en soi **scandaleuse**, car elle sanctionnait la bonne gestion de l'association et l'empêchait de poursuivre une politique sociale dynamique et ambitieuse. Cette mesure était **pernicieuse**, car elle a contraint l'ALPAF à puiser dans sa trésorerie pour continuer de répondre à un même niveau aux besoins sociaux des agents du Ministère.

Ce faisant, l'ALPAF a pu répondre aux besoins exprimés durant l'année par les personnels sans préjudice pour l'instant, mais elle l'a fait en puisant largement dans ses ressources et donc en hypothéquant l'avenir, en fragilisant la politique qui avait été menée depuis une quinzaine d'années. D'autant que nous l'avons vu il y a quelques mois, les à-coups dans la politique de recrutement des administrations mettent à mal les réponses en matière de logement des agents, en particulier en Île-de-France.

Et pour autant, l'année 2017 ne se présente pas vraiment sous de biens meilleurs auspices et le Ministère entend, semble-t-il, toujours mener de façon très dirigiste l'austérité au sein de l'Action Sociale et dans ses 3 volets que sont **la restauration, les vacances et le logement.**

Ainsi, pour ce qui nous concerne ici, la subvention 2017 de l'ALPAF ne va retrouver son niveau qu'à hauteur de la moitié de ce qu'elle représentait en 2015. Mais comme si cela n'était pas suffisant, l'association est contrainte de limiter le recours à ses réserves à hauteur de 5 M d'€ pour l'année qui vient.

Le Secrétariat Général piétine donc allègrement la convention d'objectifs et de moyens dans laquelle il avait fait s'engager l'ALPAF en début d'année. Mais l'on peut dire que le pire est que c'est pour s'essuyer les pieds sur les conditions dans lesquelles risque de s'effectuer l'installation des premières affectations pour les recrutements des années à venir. À moins qu'on ne spéculé déjà au Ministère sur les politiques qui seront menées dans la fonction publique après les élections de 2017 ?

Enfin, dernière nouvelle en date, l'annonce du déménagement des sièges du Valmy d'ici un an. Est-ce le mauvais présage d'autres mesures d'austérité pour l'Action Sociale et pour tous ceux qui la gèrent ? Solidaires Finances entend rester très vigilant sur cette question qui pourrait tenter de masquer d'autres stratégies plus pernicieuses.

Avec cette déclaration, vous comprendrez bien que Solidaires Finances n'entende pas approuver les budgets qui lui seront présentés à l'occasion de cette assemblée générale.